

[Texte]

Mr. Siddon: I'm not up to date, but I can tell you that we decided, out of the post-secondary program, to provide some core funding for Saskatchewan Indian Federated College because it was a pilot-type project, an aboriginal post-secondary institution in Canada.

You might imagine that all across Canada there are other groups springing up saying they want to have one too. The cost of infrastructure and the duplication of infrastructure currently available in our public post-secondary system, given the pressures on the funding available to my department, makes it very difficult to increase funding for programs, worthy though they are, such as the federated college. If they have an immediate problem, I'm prepared to look at it.

The other important question is this. Is an aboriginal post-secondary education perhaps going to grant greater advantage if it's conducted within the public post-secondary institutions? I know at the University of British Columbia we have an aboriginal student centre and studies program bringing together native and non-native students to study, to learn in a cross-cultural way and to generate more respect as opposed to having separate enclaves that are all aboriginal.

• 1820

If these young people are going to go out, not to be assimilated but to proudly go out into the mainstream workforce and to contribute to society and generate economic security, is it important that in their education they begin to do that? I'm broadening your question to say I'm not sure that we can duplicate a whole series of aboriginal post-secondary institutions across Canada or that I can use the post-secondary student support funding for capital purposes. But we'll look at the federated college to see if there is an immediate problem there.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister, Mr. Skelly, Mr. Van Loon, Mr. Goodleaf. I thank everybody for attending this meeting.

Mr. Siddon: Do my officials have any last words?

Mr. Goodleaf: Would we dare?

The Chairman: This meeting stands adjourned.

[Traduction]

M. Siddon: Je ne suis pas au courant, mais je puis vous dire que nous avons décidé d'accorder du financement de base, sur le programme d'enseignement postsecondaire, au «Saskatchewan Indian Federated College», car il s'agissait d'un projet pilote, d'un établissement d'enseignement postsecondaire autochtone au Canada.

Vous pouvez imaginer qu'il y a, dans tout le Canada, d'autres groupes qui poussent et qui réclament la même chose. À cause du coût de l'infrastructure et du doublement de l'infrastructure actuellement disponible dans notre système public d'enseignement postsecondaire, compte tenu des pressions dont fait l'objet le financement disponible dans mon ministère, il est très difficile d'accroître le financement pour des programmes, si valables soient-ils, comme celui du collège fédéré. S'il a un problème immédiat, je suis disposé à l'examiner.

L'autre question importante est la suivante. Une instruction postsecondaire autochtone va-t-elle, peut-être, conférer un plus grand avantage si elle est donnée dans le cadre d'un établissement public d'enseignement postsecondaire? Je sais que nous avons, à l'Université de la Colombie-Britannique, un centre pour étudiants autochtones et un programme d'études qui regroupe des étudiants autochtones et non autochtones pour favoriser l'étude dans un contexte interculturel et pour susciter plus de respect que ne le permettraient des enclaves distinctes toutes autochtones.

Si ces jeunes veulent ensuite sortir, sans être assimilés mais en étant fiers d'entrer dans la main-d'oeuvre grand courant, de contribuer à la société et de générer la sécurité économique, est-il important qu'ils commencent à le faire au cours de leurs études mêmes? J'élargis votre question pour dire que je ne suis pas sûr de pouvoir doubler toute une série d'établissements autochtones d'enseignement postsecondaire au Canada ni de pouvoir utiliser le financement d'appui aux étudiants de niveau postsecondaire à des fins d'immobilisations. Mais nous examinerons le cas du collège fédéré pour voir s'il y a un problème immédiat là-bas.

Le président: Merci, monsieur le ministre, monsieur Skelly, monsieur Van Loon, monsieur Goodleaf. Merci à tous d'avoir assisté à cette réunion.

M. Siddon: Les fonctionnaires auraient-ils un dernier mot?

M. Goodleaf: Qui oserait?

Le président: La séance est levée.